

plement à rendre la loi d'enquête sur les coalitions efficace en temps de guerre et à prendre les mesures qui s'imposent afin de refréner le mercantilisme, à l'heure actuelle.

(Le bill est retiré.)

### LE BUDGET

#### EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE SUPPLÉANT DES FINANCES

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre) propose:

Que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

L'hon. J. L. ILSLEY (ministre suppléant des Finances): Monsieur l'Orateur, tout le monde est unanime à regretter que, depuis la présentation du dernier exposé budgétaire, l'honorable M. Dunning, alors ministre des Finances, ait dû démissionner pour cause de maladie. Comme son successeur n'a été nommé que depuis peu de temps, il n'occupe pas encore un siège dans cette Chambre, de sorte que les propositions financières du Gouvernement doivent être soumises à la Chambre par un autre membre du cabinet.

En l'absence du ministre des Finances, et vu qu'il ne s'est pas écoulé suffisamment de temps depuis sa nomination pour qu'il puisse se faire élire membre de cette Chambre, il m'échoit de présenter les projets financiers du Gouvernement.

La tâche qui nous incombe aujourd'hui est, comme la plupart des travaux qu'occasionne la guerre, difficile et peu agréable. La préparation d'un budget, même aux époques les plus prospères, n'est pas une tâche agréable, vu qu'elle implique nécessairement le calcul du coût de nos entreprises. Dans les circonstances actuelles, au moment où nous nous engageons dans une guerre dont personne ne saurait prévoir au juste la nature ni la durée, il est difficile même d'entrevoir le degré d'importance des dépenses que nous serons appelés à faire et à solder. Nos mesures financières ne sauraient donc avoir qu'un caractère provisoire, et nous devons être prêts à les modifier suivant les exigences du moment. D'autre part, dans ces conditions, il est très important d'agir avec prudence et d'éviter toute erreur financière comme s'il s'agissait des ruses de l'ennemi. Nous ne répéterons pas l'erreur, tout à fait excusable, que commit le Canada, au début de la dernière guerre, en comptant qu'elle serait de courte durée et relativement peu coûteuse. Nous savons que la guerre motorisée sur l'échelle moderne est excessivement coûteuse, et, si le présent conflit se prolonge, nous pouvons compter que les frais de guerre s'accroîtront à un rythme plus que normal. Par conséquent, nous devons dès maintenant éla-

[L'hon. M. Rogers.]

borer nos projets avec la conception nette que nous serons peut-être appelés à fournir, pendant plusieurs années, un effort national intense.

Nous débutons dans cette guerre à une époque où le commerce canadien est en voie de reconquérir le terrain perdu par suite de la régression qui entrava la reprise des affaires après la crise. Sans entreprendre de tracer un tableau détaillé des conditions économiques, je tiens à souligner le fait que les affaires se sont sensiblement améliorées depuis la présentation du dernier exposé budgétaire, il y a quatre mois. Nos cultivateurs de l'Ouest moissonnent actuellement une abondante récolte de blé, laquelle est apparemment beaucoup meilleure qu'on ne l'aurait cru il y a un mois, alors que les conditions atmosphériques semblaient devoir démentir les prévisions antérieures plus optimistes. Les cours du blé se sont sensiblement élevés, en prévision de l'accroissement des besoins de guerre. L'industrie du bâtiment, non seulement dans le domaine des habitations mais aussi dans celui de l'industrie et du commerce, accuse une amélioration considérable, due en majeure partie aux mesures adoptées par le Parlement pour la stimuler. Le chiffre de nos exportations au Royaume-Uni de même qu'aux Etats-Unis s'est sensiblement accru. En dépit de la crise politique aiguë qui sévissait en Europe durant ces quelques derniers mois, les hommes d'affaires canadiens paraissaient plus confiants, et l'on semblait considérer l'avenir avec un optimisme grandissant. Sans cette guerre, l'on aurait été en droit d'escompter une active reprise des affaires durant le reste de l'année financière. La guerre où nous sommes maintenant engagés aura peut-être pour effet, au début, de créer une certaine hésitation et un ralentissement des affaires pendant quelques mois, étant donné l'ébranlement de la confiance générale et la nécessité de s'adapter aux conditions de guerre. Toutefois, cette période ne devrait pas se prolonger outre mesure, et j'estime qu'aussitôt qu'elle aura pris fin, nous pouvons nous attendre à une rapide expansion des affaires due aux insatiables besoins de la guerre.

Nous avons constaté avec satisfaction l'effet plutôt modéré qu'a eu sur nos bourses la nouvelle de la déclaration de guerre. Il était bien naturel qu'il se produise certaines réactions durant les premiers jours d'une grande guerre, mais il n'y a eu aucune fermeture de bourses des valeurs, aucun affolement du public, aucune liquidation en masse, et de plus, nos institutions financières ne furent pas trop durement éprouvées. Quel contraste avec les événements vertigineux des deux premières semaines d'août 1914! Ce qui